Conseil départemental de la Somme Profil de poste

Intitulé de la fonction : Conseiller(ère) technique Solidarités au cabinet de Madame la Présidente

Statut : Poste contractuel de collaborateur de cabinet – Catégorie A – En référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux

Mission principale:

Au sein du cabinet de Madame la Présidente du Conseil départemental de la Somme et sous l'autorité du directeur de cabinet, le/la conseiller(ère) technique contribue à la définition et au suivi des politiques de solidarités et d'insertion en lien étroit avec la DGA des solidarités et de l'insertion, avec une attention particulière portée à l'autonomie des personnes, notamment les personnes en situation de handicap, ainsi qu'à la protection de l'enfance. Il/elle assure une veille stratégique, apporte une expertise technique et participe, en lien avec l'administration départementale, à la mise en œuvre des actions menées dans ces domaines sensibles. Il/elle est le relais permanent sur ces thématiques entre élus, administration, partenaires et particuliers. Il/ elle prépare les dossiers thématiques de la Présidente et des Vice-Présidents sur les domaines qui lui sont confiés. Il/elle travaille quotidiennement avec les trois Vice-Présidents chargés des délégations dans le domaine des solidarités.

Localisation du poste : Hôtel des Feuillants, 53 rue de la République à AMIENS

Missions et activités :

- Rédiger notes, discours, courriers et argumentaires sur des dossiers spécifiques dans le périmètre des thématiques dont il a la charge
- Représenter la Direction du Cabinet dans des réunions techniques, commissions et manifestions diverses
- Assurer une veille institutionnelle et juridique
- Participer à l'élaboration et à la préparation des décisions à partir des analyses réalisées par les services de la collectivité. Suivre les décisions prises par l'exécutif
- Conseiller sur des choix et orientations.
- Recevoir si nécessaire, acteurs, partenaires et habitants du Département et faire l'interface avec les services ainsi qu'avec les autres administrations
- Suivre, voire animer des réunions
- Assurer une veille sur l'actualité (locale, nationale...) et participer généralement à la promotion des événements et actions du département et des élus

Environnement du poste :

Situation relationnelle du poste :

Relations hiérarchiques : le/la conseiller(ère) technique est rattaché(e) hiérarchiquement au Directeur de cabinet qui fixe ses objectifs, procède à son évaluation.

Relations fonctionnelles:

Internes:

- Avec la Présidente du Département
- Avec les Vice-Présidents
- Avec le directeur de cabinet
- Avec la direction générale
- Avec les directions de la DGA Solidarités et Insertion

Externes:

- Avec les services de l'État
- Avec les collectivités locales
- Avec les partenaires
- Avec les particuliers

Moyens mis à disposition :

- Ordinateur portable et/ou de bureau
- Téléphone portable

Contraintes du poste :

- Horaires variables
- Grande disponibilité

Compétences requises :

Connaissances et aptitudes professionnelles :

- Maîtrise des enjeux sociaux et médico-sociaux
- Bonne connaissance du fonctionnement des collectivités territoriales
- Connaissances juridiques dans les domaines des solidarités
- Excellentes capacités à l'écrit et à l'oral, capacités d'analyse et de synthèse confirmées
- Sens politique développé, qualités rédactionnelles et capacités à la reformulation
- Connaissance et pratique des outils de bureautique et outils de communication, notamment digitaux
- Aptitude à travailler en réseau et en transversalité
- Sens aigu du relationnel
- Capacité à représenter l'institution dans des instances partenariales

Comportements professionnels – motivations :

- Autonomie
- Esprit d'initiative
- Discrétion et sens de la confidentialité
- Riqueur et méthode
- Capacité d'écoute sens de la diplomatie
- Sens du travail en équipe
- Réactivité
- Grande disponibilité

Qualifications:

- Niveau Bac+5 requis dans l'un des domaines suivants :
 - Sciences politiques
 - Droit public ou social
 - Politiques publiques
 - Action sociale ou médico-sociale
 - Économie sociale et solidaire
 - Administration publique ou territoriale
- Expérience souhaitée dans une collectivité territoriale, une agence publique ou une structure associative dans le domaine des solidarités
- Une expérience en cabinet ou environnement institutionnel sensible est un atout

Les candidatures (CV et lettre de motivation) doivent être transmises via le formulaire de candidature en ligne avant le 31 octobre 2025.